



**94** MORTS par jour. Selon la mission d'assistance des Nations unies en Irak (MANUI), plus de 34 000 civils ont été tués dans les violences en Irak, au cours de l'année 2006. Soit 94 civils, en moyenne, chaque jour ! A cela, il faut ajouter 12 000 membres des forces de sécurité irakiennes tués depuis 2003, soit 10 policiers chaque jour. Ce déplorable bilan, dont le détail peut être consulté sur [www.grip.org](http://www.grip.org), démontre, quatre ans après le début de l'invasion américaine, l'échec cuisant de la politique du président George W. Bush en Irak, alors que son argument pour justifier la guerre était justement de libérer les civils irakiens...

**2,3** MILLIONS d'Irakiens pourraient être déplacés d'ici à la fin de 2007, au rythme actuel de 40 000 à 50 000 par mois, selon le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations unies. Il s'agit du plus important déplacement de population au Moyen-Orient depuis l'exode des Palestiniens en 1948. Vu la gravité de la situation, les Nations unies organiseront une conférence internationale à la mi-avril pour aider les réfugiés irakiens. Un million de ces réfugiés se sont déjà installés en Syrie contre... 436 aux Etats-Unis. ● Th.D.



## ÉGYPTE Place à Gamal

Un « grave revers pour la démocratie ». L'opposition égyptienne a qualifié ainsi la réforme de la Constitution, adoptée à la sauvette par un parlement contrôlé aux trois quarts par le parti au pouvoir. Les Frères musulmans ont boycotté ce vote imprévu et Amnesty International a jugé liberticides les amendements annoncés, qui permettent

aux autorités des arrestations, fouilles domiciliaires ou écoutes téléphoniques sans mandat judiciaire. Un nouvel article met en outre fin à la supervision des élections par des magistrats. Pour l'opposition, le « toilettage » de la Constitution vise à permettre à Gamal Moubarak (*photo*) de succéder à son père à la présidence de la République. ● O.R.

« Chiquita a accepté de collaborer à l'enquête en cours et le jugement sera annoncé le 1<sup>er</sup> juin »

(La multinationale américaine Chiquita a reconnu avoir financé les groupes paramilitaires colombiens qui ont commis d'innombrables crimes contre des civils dans la région bananière de l'Uraba, dans le nord-ouest de la Colombie).